

où en sont les divergences ?

A la lecture des textes préparatoires à la CN de décembre, bien des camarades sont demeurés perplexes : apparemment, minoritaires et majoritaires emploient le même langage, se réclament des mêmes analyses, avancent des propositions semblables, ou en tous les cas, non contradictoires... Où sont les désaccords ? Quelle est leur portée réelle ? Quelles sont leurs implications ? pratiques ? Telles furent les questions posées dans de nombreuses cellules. S'il était possible (encore que mal aisé) de déduire la réponse à ces questions des textes préparatoires mêmes, les débats de la Conférence Nationale ont fait la pleine lumière sur la nature et la portée des divergences.

L'objet de ce texte est de faire profiter tous les militants de cette clarification.

Nous n'entreprendrons évidemment pas ici l'énoncé exhaustif de tous les points de désaccord, classés par ordre alphabétique. Sur chaque question débattue, nous indiquerons seulement les divergences essentielles, c'est-à-dire les divergences de perspectives qui confèrent leur signification aux désaccords particuliers. Ces divergences de perspectives dans le travail ouvrier, le travail étudiant et la politique d'unité-unification renvoient, elles-mêmes, à des désaccords politiques de fond (sur l'analyse de la crise du stalinisme et la tactique de construction du parti) que nous indiquerons en conclusion.

I- DEUX PERSPECTIVES POUR LE TRAVAIL OUVRIER.

Dans son contre-rapport introductif, le camarade Créach a longuement expliqué que l'organisation n'a plus de perspective politique pour son travail ouvrier. Le BP et la commission ouvrière, en effet, auraient abandonné la perspective de la scission syndicale sans pour autant adopter la perspective du redressement politique interne des syndicats. Si nous ne militons pas dans les syndicats réformistes en vue d'en détacher des « syndicats rouges », ni dans l'espoir d'en conquérir progressivement la direction, dans quel but y militons-nous ?

Avant toute chose, il faut écarter cette manière de poser la question :

Notre objectif stratégique n'est ni la « scission syndicale » ni « le redressement des syndicats ». Notre objectif stratégique est la destruction de l'hégémonie stalinienne sur la classe ouvrière française : le stalinisme représente en France la forme principale de l'emprise idéologique de la bourgeoisie sur le prolétariat. Tant que les cadres organisateurs de la classe seront staliniens ou sous influence stalinienne, la voie de la révolution socialiste demeurera bloquée. La destruction politique du stalinisme sous toutes ses formes, et en premier lieu la destruction de son centre organisateur : l'appareil du PCF et ses ramifications, s'identifient au processus de construction du parti révolutionnaire. La « scission syndicale » ou le « redressement des syndicats » ne représentent que les modalités tactiques concrètes par lesquelles notre objectif stratégique peut passer, à une étape donnée de notre développement et en fonction d'un rapport de force déterminé entre l'avant-garde et les appareils.

Or, au même titre que la construction du parti, la destruction du stalinisme constitue un processus prolongé et discontinu comportant, en fonction de l'évolution du rapport des forces entre les classes (à l'échelle nationale et internationale), des seuils de rupture et des bonds qualitatifs. Se demander gravement aujourd'hui si nous conquerrons la direction de la classe ouvrière au terme d'une scission syndicale — instituant une confédération de syndicats rouges — ou, au contraire en redressant les syndicats par la conquête interne de leur direction, c'est procéder d'une vision linéaire de l'évolution des rapports de force entre les classes et au sein du mouvement ouvrier.

Les relations entre la classe ouvrière, les appareils bureaucratiques et l'avant-garde ne se modifient pas insensiblement par perte de substance

des-uns (les appareils) au profit des-autres (l'avant-garde), selon le principe des vases communicants. Ces relations se modifient brusquement, sous l'effet de crises politiques aiguës, de crises révolutionnaires. La destruction de l'hégémonie stalinienne sur la classe ouvrière ne se fera pas progressivement, au terme d'une lente érosion. Elle surviendra à la faveur de bouleversements profonds, d'expériences dramatiques qui produiront chaque fois un rapport de force qualitativement nouveau entre l'avant-garde et les bureaucraties réformistes (cf. Mai 68). Spéculer dans ces conditions sur les modalités concrètes de notre prise de pouvoir au sein du mouvement ouvrier, c'est très précisément sombrer dans la métaphysique : Nous ne disposons évidemment d'aucun élément sérieux pour répondre à la question.

Notre tactique dans les syndicats, avons-nous dit, est déterminée à chaque étape de notre développement par le rapport de force qui se noue au sein du mouvement ouvrier entre l'avant-garde et les appareils bureaucratiques. A l'étape actuelle, il est absolument clair que le rapport des forces existant exclut aussi bien la « perspective » de la scission que la « perspective » du redressement. Ces deux « perspectives » sont, dans la période, parfaitement abstraites et n'affectent en rien notre travail. Il en sera peut-être autrement dans 5 ans, si surviennent des éléments colossaux qui bouleversent à nouveau les rapports de forces. Mais qui peut dire alors ce que sera le PCF, sa fraction dans la CGT, le mouvement syndical français, la structure de l'avant-garde, etc. ? Evidemment personne. Or, c'est en fonction de ces réponses que nous déterminerons alors notre tactique dans le mouvement ouvrier organisé. (1). « L'humanité ne se pose que les questions qu'elle peut résoudre » a dit un jour — imprudemment — Karl Marx. Manifestement il ne parlait pas pour Créach.

a) La perspective de la majorité

Les perspectives du travail ouvrier définies par le Bureau Politique et la Commission Ouvrière se fondent sur une certaine appréciation du rapport des forces entre les classes et au sein du mouvement ouvrier après mai 68. Cette appréciation est bien connue : le rapport de force entre bourgeoisie et prolétariat se maintient à un niveau plus favorable à la classe ouvrière, phénomène qui ouvre une période d'instabilité politique et sociale du régime. Cette modification du rapport des forces entre les classes s'est accompagné de la modification du rapport des forces au sein du mouvement ouvrier, aux dépens des appareils bureaucratiques et au profit de l'avant-garde révolutionnaire. (2). Ces modifications nous permettent de réaliser sur le terrain politique national (campagne armée, Basques, Vietnam,